

EN PAGE 2 : LA QUESTION RELIGIEUSE EN ALSACE-LORRAINE

# EXCELSIOR

9<sup>e</sup> Année. — N° 2.927. — 10 centimes. — Étranger : 20 centimes.

Pierre Lafitte, fondateur.

« Le plus court croquis m'en dit plus long qu'un long rapport. » — NAPOLEON

20, rue d'Enghien, Paris. — Téléphone : Gut. 6273.

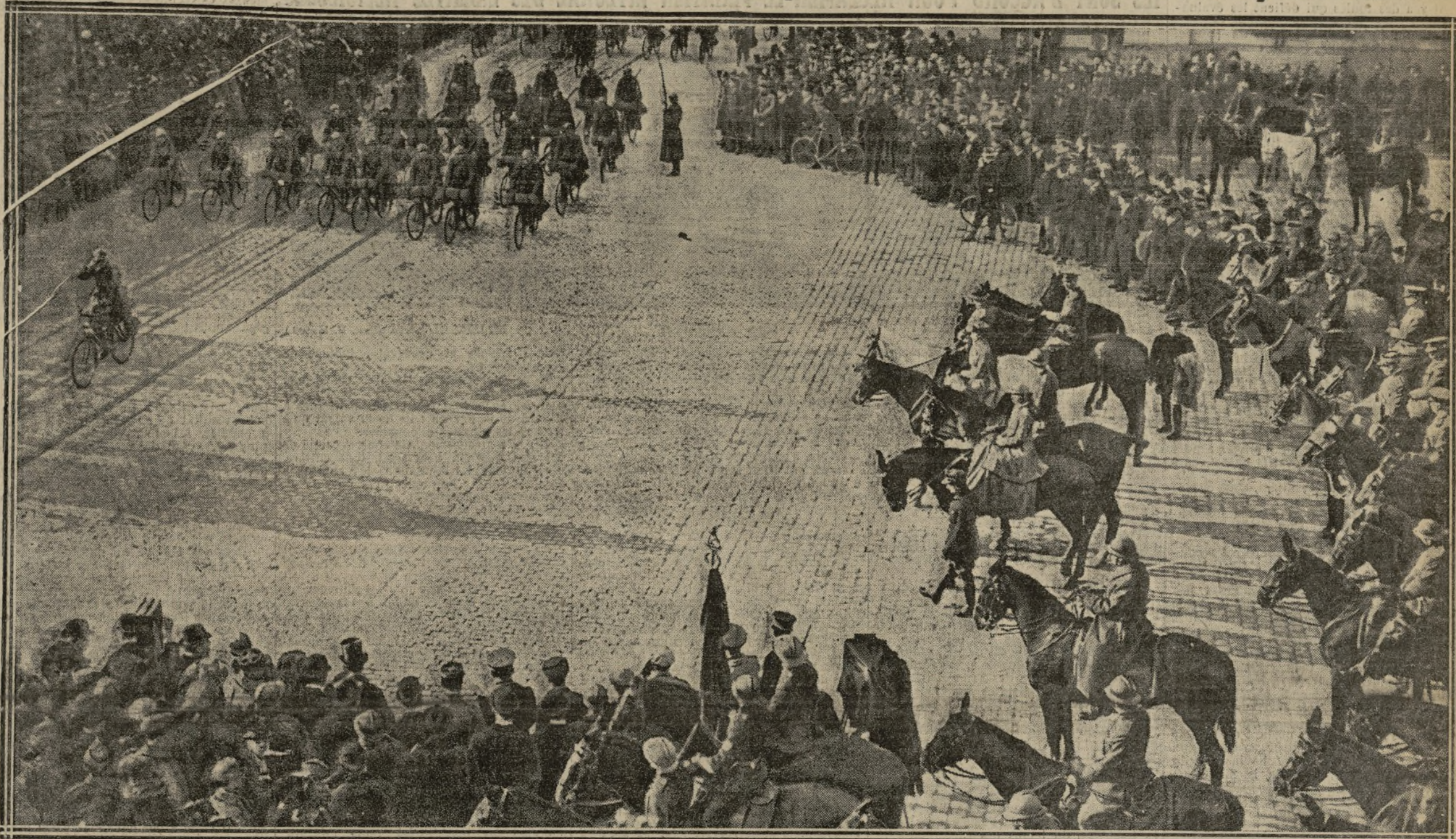
TOUTE PERSONNE QUI

le DIMANCHE	aura vécu	et dont
<b>24</b>	<b>18.862</b>	<b>LOUISE</b>
NOVEMBRE	JOURS	est le prénom
1918	EXACTEMENT	habituel

recevra à titre gracieux, un abonnement d'un an à EXCELSIOR et sera intéressée dans nos bénéfices de 1919.

## LES SOUVERAINS BELGES A BRUXELLES

*Photographies arrivées hier à Paris par service automobile spécial.*



LE DÉFILÉ DES CYCLISTES BELGES DEVANT LE GROUPE ROYAL PLACE DE LA NATION



RUE DE LA LOI, LES SOUVERAINS S'AVANCENT AU MILIEU DE LA FOULE ENTHOUSIASTE

On imagine l'enthousiasme qui accueillit le retour de la famille royale dans la capitale belge. Sur la photo du haut, on voit successivement, dans le groupe central : la princesse Marie-José, le prince héritier, la reine, le roi ; le prince Albert, second fils du roi George V, et le comte de

Flandre, second fils du roi Albert. Sur notre photo du bas, prise à l'angle de la rue Royale et de la rue de la Loi, on voit : le roi, ayant la reine à sa gauche et le prince Albert à sa droite. Derrière lui, de gauche à droite : le comte de Flandre, le prince héritier et la princesse Marie-José.



## LA POPULATION DE BRUXELLES A FAIT AUX SOUVERAINS BELGES RENTRANT DANS LEUR CAPITALE UN ACCUEIL ENTHOUSIASTE

Le roi, ayant à ses côtés la reine et le prince Albert d'Angleterre, était suivi des princes de Belgique et d'un état-major interallié.

[DE NOTRE ENVOYÉ SPÉCIAL]

BRUXELLES, 23 novembre. — Étaient-ils un million, deux millions, ceux qui, tout à l'heure, saluèrent de leurs vifs le roi des Belges faisant sa rentrée solennelle dans sa capitale ?

Il y a des foules qui défient les évaluations. Ce que j'ai vu, c'est tout un peuple, pressé sur dix, vingt, trente rangs, sur un parcours de douze kilomètres ; les rues, les avenues, les fenêtres, les balcons et les toits regorgeaient de spectateurs clamant leur allégresse de voir enfin la patrie belge libérée du joug allemand.

La décoration de la ville était merveilleuse, et l'on se demande où l'on a pu se procurer les étoffes aux couleurs nationales qui ornaient les immeubles du sol jusqu'au faite. Les maisons en deuil étaient elles-mêmes pavées ; derrière les drapeaux claquant au vent les mères pleuraient des éternels, mais acclamaient ceux qui, plus heureux, vont retrouver le foyer où ils sont attendus, et auquel ils apportent un ravonnement de gloire.

Pour rendre plus belle la ville qui allait recevoir son souverain, les Bruxellois ont fait des prodiges d'improvisation. C'est ainsi qu'en trois jours on est parvenu à élever de véritables monuments sur les places publiques : à la Grand-Place, c'est une statue sur piédestal de six mètres de haut figurant la Brabançonne brandissant le drapeau national ; rue du Marché-aux-Herbiers, voici, en hommage à l'Angleterre, miss Cavell marchant au supplice ; place du Palais, on a placé un superbe buste du roi Albert ; au Mont-des-Arts, on a élevé un monument à la Paix, symbolisée par une femme tenant un rameau d'olivier ; puis viennent les motifs décoratifs en souvenir des soldats morts pour la patrie, des soldats blessés des armées alliées. C'est encore une statue : « la Belgique repoussant les vagues allemandes qui veulent la submerger », due au ciseau d'un de nos compatriotes, le marquis de Pouilly.

La statue du général Beldard est recouverte de drapeaux français, et la Colonne du Congrès a été cravatée, du haut en bas, aux couleurs nationales belges. Enfin, délicate attention, on a replacé sur la statue de Liège, aux Arcades du Cinquantenaire, le croix de la Légion d'honneur que les Allemands avaient arrachée.

C'est vers 11 heures du matin que le roi, ayant à sa droite le prince Albert, second fils du roi d'Angleterre, à sa gauche la reine, et suivi des jeunes princes belges, de la princesse Marie-José, arriva à la porte de Flandre.

Le bourgmestre Max, portant en sautoir la cravate de commandeur de la Légion d'honneur, entouré des échevins et du Conseil communal, souhaita la bienvenue au souverain.

Le roi, fort ému, remercia M. Max, et le félicita de « l'héroïsme qui le place à la tête des magistrats communaux de la Belgique ».

Il y eut, dans la foule, un long frémissement d'émotion. Puis, tandis que les coups battaient à se rompre, toute l'âme d'un peuple trop longtemps opprimé déborda d'enthousiasme.

« Vive le roi ! Vive la Belgique ! Vivent les Alliés ! » Ces cris furent mille et mille fois répétés à pleine voix, comme si la capitale belge avait voulu les faire entendre par delà les frontières du pays.

La rumeur formidable, étourdissante, passa en cyclone, de la ville basse à la colline où s'élève le palais royal, tandis que le soleil accrochait des étoiles d'or et de diamant sur la tunique des braves soldats alliés qui défilèrent sans cesse, acclamés par la foule.

Pendant trois heures ce fut un immense cri de triomphe qui plana sur la ville, et auquel se mêlèrent la sonorité des cuivres et le vrombissement des aéroplanes survolant Bruxelles au ras des maisons.

On applaudit frénétiquement les généraux français, le général Leman, défenseur de Liège, le général Plumer, puis les soldats qui combattirent si glorieusement sur l'Yser, à Dixmude.

Les enfants des écoles avaient été placés en bordure sur tout le trajet, et je n'ai jamais vu autant d'enfants agitant des drapeaux, jetant des fleurs et chantant avec autant de force et d'enthousiasme.

Bruxelles fut aujourd'hui une ville radicalement belle. — A. M.

## L'EMPRUNT DE LA LIBÉRATION

La souscription sera close aujourd'hui 24 novembre

Pendant la journée de dimanche, tous les guichets de souscription resteront ouverts. Avantages de la nouvelle rente : Elle rapporte 5,65 0/0 d'intérêt. Elle est exempte d'impôts.

Elle jouit des mêmes privilèges que les rentes 5 0/0 1915 et 1916, et 4 0/0 1917.

Elle est admise par l'Etat en paiement de l'impôt sur les bénéfices de guerre.

Elle est à l'abri de toute conversion pendant vingt-cinq ans.

Elle comporte une prime de remboursement de 29,20 pour un montant nominal de 100 francs, égale à 41,24 0/0 du capital versé à la souscription.

La rente entièrement libérée sera admise par la Banque de France en garantie d'escompte ou d'avances.

La rente sera négociable en Bourse ; elle offre la chance d'une plus-value en capital : de 12,99 0/0 quand le cours atteint 80 francs ; de 27,11 0/0 quand le cours atteint 90 francs ; de 41,24 0/0 quand le cours atteint 100 francs (le pair). Les coupons de la rente sont payés par trimestre.

Premier coupon à échoir : 16 janvier 1919.

**LECONS** PAR CORRESPONDANCE  
COMMERCE, COMPTABILITÉ, STENO-DACTYLO, LEÇONS, etc.  
Préparation aux brevets et aux Baccalauréats.

## UNE GRAVE QUESTION POSÉE PAR NOTRE VICTOIRE LE PROBLÈME RELIGIEUX EN ALSACE-LORRAINE

Les solutions que proposent : Mgr Herscher, Alsacien, archevêque de Laodicée, ancien évêque de Langres ; M. Jules Pfender, président du Comité directeur des Eglises réformées évangéliques de France, et M. Israël Lévi, grand rabbin adjoint du Consistoire central israélite.

ILS SONT D'ACCORD POUR RÉCLAMER LE MAINTIEN INTÉGRAL DES LIBERTÉS RELIGIEUSES



M. JULES PFENDER

MGR HERSCHER

M. ISRAËL LÉVI (Phot. H. Manuel.)

Nous avons demandé à Mgr Herscher, archevêque de Laodicée, ancien évêque de Langres, vice-président de la Ligue Française, auteur de nombreux ouvrages consacrés à l'Alsace ; à M. Jules Pfender, président du Comité directeur de l'Union des Eglises réformées évangéliques de France, et à M. Israël Lévi, fils d'Alsaciens, grand rabbin adjoint du Consistoire central des israélites de France, faisant fonctions de grand rabbin de France, de bien vouloir nous donner leur opinion sur l'âme alsacienne et sur le régime des libertés religieuses en Alsace-Lorraine.

Voici les consultations écrites qu'ils ont consenti à nous remettre pour les lecteurs d'Excelsior :

### CE QUE DIT MGR HERSCHER

Vous me demandez quelle est la particularité qui distingue l'Alsace. Pour moi, c'est l'intensité de la vie religieuse en pleine démocratie. Elle est même si intense, cette vie religieuse, qu'elle a, en vérité, de quoi surprendre bien des Français. En dépit de l'évolution des idées modernes, l'Alsace a conservé intacte la foi de ses pères. Les Alsaciens sont intelligents et pondérés. Tout en se prêtant au mouvement progressif de la civilisation, ils n'ont rien rejeté de leurs traditions. Chez eux, le présent est intimement lié au passé. Pour un peu, je dirais que, dans ma chère petite patrie, l'on ne distingue pas aujourd'hui d'autrefois. C'est si vrai, que l'Alsace se retrouve en face de la France avec toute sa tendresse du temps passé.

Le clergé alsacien est remarquablement doué, instruit, éclairé. Il est unanimement respecté. Très indépendant, il a l'esprit de liberté qui caractérise en général les Alsaciens. Que l'on appelle cet esprit de liberté du libéralisme, je le veux bien. En tout cas, ce libéralisme-là n'atteint point la doctrine.

Le jeune clergé, élevé dans la Faculté allemande de Strasbourg, est resté tout à fait alsacien de cœur. Je le connais peu. Mais je ne doute pas qu'il soit avec nous. Comme ses aînés, il sait que la France est le premier pays du monde, et qu'elle est sa véritable patrie.

Vieux clergé et jeunes prêtres, je ne le cache pas, redoutent ce qu'ils appellent l'anticléricalisme français. Ils ne comprennent pas le sectarisme, et sont à mille lieues d'admettre que l'on puisse, au nom de la liberté, restreindre la liberté. Ils tiennent, d'ailleurs, à cette liberté, qui représente pour eux la somme de tant de libertés, comme à leur propre vie. Au moment de la séparation des Eglises et de l'Etat en France, ce fut avec une réelle et très violente surprise que le clergé d'Alsace constata que les évêques et les prêtres français se courbaient sous la loi avec une soumission passive. Quelques vieux amis me firent observer à ce moment que, si la loi de séparation avait été conçue et appliquée comme en Amérique, notre soumission eût pu s'expliquer. Car, enfin, l'Eglise aurait conservé ses biens propres, les fondations pour les morts, etc., etc. Et, puisqu'il fallait tenir compte de l'évolution des idées en matière de gouvernement politique, ce n'était point, après tout, acheter trop cher la liberté de l'Eglise. Mais la soumission absolue dans le cas qui nous intéressait, non ! Ils ne voulaient pas entendre parler. Ils appelaient cela se couffer du bonnet phrygien, et juraient qu'ils ne le porteraient jamais dans des semblables conditions.

— Le devoir était de résister, me disait l'un de ces chers vieux amis en 1909. Vous auriez dû aller en prison. Vous n'avez pas su tenir tête à la tempête. S'il fallait mourir, monseigneur, vous deviez l'exemple. On ne meurt qu'une fois !

Et il ajoutait avec une rare énergie qui me faisait alors sourire :

— Nous autres, en Alsace, nous n'aurions jamais supporté qu'on nous traitât ainsi ! Je le crois. Je crois aussi que la population aurait suivi ses prêtres. Car les Alsaciens ont une confiance absolue dans leur clergé. Celui-ci a, en effet, une puissance très grande sur l'esprit des masses. La plupart de ses membres appartiennent à la bourgeoisie. Tous possèdent une excellente situation matérielle qui est encore améliorée par les forts traitements qu'ils reçoivent. Ils peuvent donc faire beaucoup de bien, et le peuple leur en est reconnaissant. Si grande est la vénération dont ils sont entourés dans leur paroisse que l'on peut dire que rien ne s'y fait sans leur concours ou tout au moins leur assentiment.

Les Allemands avaient si bien compris cette force morale du prêtre alsacien qu'ils se sont bien gardés d'y toucher. Ils ont tout fait, au contraire, pour la fortifier. Non certes par esprit de foi, comme quelques-uns le prétendaient chez nous, mais par souci de leur *realpolitik*. Les prêtres alsaciens le savaient si bien que leur esprit mordant s'en gaussait.

— Ils ont beau faire, répétaient-ils, il y a un abîme entre eux et nous !... S'ils nous flattent, c'est pour mieux nous ligoter.

Et c'était vrai. Tellement vrai, que l'Alsace chantait aujourd'hui avec un enthousiasme délirant l'heure de la délivrance si longtemps attendue. Ses fers sont tombés. Elle accueille la France avec la filiale confiance que la mère retrouvée lui conservera tous ses droits et toutes ses libertés.

Tout de même, elle conserve une certaine anxiété. C'est du moins ce que m'a fait comprendre une courte conversation que j'ai eue, ces jours derniers, avec un vieil Alsacien, médaillé de 1870. Nous nous étions rencontrés, place de la Concorde, auprès des canons allemands enfin silencieux. A un certain air que je reconnaissais entre mille, j'avais vu que mon voisin était certainement Alsacien. Aussi, n'avais-je point hésité à lui adresser la parole dans notre patois :

— Eh bien ! lui demandai-je, après quelques phrases de bienvenue, vous voilà redevenu Français !... Vous êtes content, n'est-ce pas ?

— Certes oui, de tout mon cœur, répondit mon compatriote. Mais, n'est-ce pas, monsieur le curé (j'étais vêtu de noir, et mon brave interlocuteur ne me connaissait pas), n'est-ce pas qu'on nous laissera nos libertés religieuses, nos prêtres et nos églises ?

— Mais oui, mon ami. Soyez-en bien sûr ! La France est une bonne mère ; elle ne vous ouvre pas les bras pour vous faire souffrir lorsque vous vous y serez jetés !

— C'est sûr ! murmura lentement mon vieil ami. Ah ! je suis content !

Qu'ajouterais-je à ces réflexions écrites au courant de la plume et que je ne livre au public que pour mieux lui faire comprendre l'état d'âme de mes chers compatriotes ?

Peu de chose.

Au moins à l'Alsace le *statu quo* en matière religieuse, c'est-à-dire qu'elle est assurée de conserver provisoirement ses coutumes et ses traditions. Mais, on le sait, le *statu quo* est, par essence, limité. Un jour viendra donc où il fera place au changement. Il ne faut pas que ce jour vienne.

L'Alsace désire et mérite mieux que des concessions provisoires : il est bon que la France entière le comprenne.

L'Alsace veut aujourd'hui, et voudra toujours, le maintien de toutes ses libertés. Elles lui sont promises par la voix des chefs glorieux qui lui parlent au nom de la France. L'Alsace a foi en leur parole.

Que sa foi ne soit jamais trompée ! Voilà mon vœu le plus cher, et le vœu de tous ceux qui, connaissant l'Alsace, ont pu apprécier son indéfectible attachement à la France !

Sébastien HERSCHER,  
archevêque de Laodicée, ancien évêque de Langres.

### CE QUE DIT M. PFENDER

Trois éléments concourent à former l'âme alsacienne moderne. D'abord, les jeunes hommes qui se consacrent au culte ont été, comme toute l'Alsace, élevés dans les écoles allemandes. Ils ont fait leur service militaire dans l'armée allemande. Ils ont été, dès l'enfance, imprégnés de germanisme, à la façon allemande, qui ne répugne point à la falsification de l'Histoire.

En second lieu, si l'Allemagne a opprimé l'âme alsacienne, elle a servi les intérêts matériels de l'Alsace. Nos pasteurs, tout comme les prêtres et les rabbins, ont une situation matérielle supérieure à celle qui leur est faite en France. Ils jouissent, en outre, d'une considération que rien n'atteint. Ils disposent des écoles et y donnent l'instruction religieuse. Ils demeurent un rouage du gouvernement dans l'ordre social. Les officiers allemands, dont on sait la morgue, entourent de respect le ministre du culte, et lui cèdent le pas.

Le dernier élément, qui ne fut pas sans avoir une certaine influence sur la formation de la mentalité alsacienne, fut l'acharnement méthodique que les Allemands déployèrent à vilipender la France. Ils la représentèrent toujours à l'Alsace comme une

nation frivole et décadente, indigne de grands destins.

Il ne faut donc point s'étonner si une partie des pasteurs des églises protestantes d'Alsace éprouvent une certaine défiance à l'égard de la France ; ils ne la voient qu'à travers les lunettes allemandes.

Il y a, heureusement, la contre-partie de cet état d'esprit. Elle tient, tout entière, dans la vieille Alsace, dans les anciennes familles chez lesquelles l'amour de la France est une religion, et dont l'inébranlable fidélité a créé une atmosphère de francophilie. Bon gré, mal gré, on la respire dans toute l'Alsace.

Et puis, il y a, chez l'Alsacien, cet esprit d'indépendance que, forcément, l'Allemand devait heurter. L'affaire de Saverne a fait plus pour notre cause que les plus actives propagandes. J'ai entendu, à Strasbourg, peu avant la guerre, un pasteur, prêchant en allemand, et qui, à mots couverts mais transparents, faisait entendre la réprobation de la conscience alsacienne des procédés du gouvernement impérial.

Nombre de pasteurs alsaciens, en outre, sont venus en France et ont appris à la connaître telle qu'elle est, et à l'aimer.

Pour résumer ma pensée, s'il est quelques pasteurs alsaciens gagnés à la mentalité allemande, il en est un plus grand nombre ardemment attachés à la France. Entre ces deux catégories, il y a la masse, qui est surtout alsacienne. Elle s'est détournée de l'oppression allemande. Elle sera acquise à la France, si la France sait la prendre, c'est-à-dire si elle ne modifie rien de ses institutions, pour l'instant. Quelle continue à verser les traitements des ministres du culte, quelle ne change rien à leur administration ecclésiastique... Peu à peu, soit par extinction, soit par voie de transition, viendra l'unification de l'Alsace avec la France. Qui sait si, en quelques points, ce n'est pas l'unification de la France avec l'Alsace qui serait désirable ?

N'oublions pas que l'Alsace n'est pas germanique. Elle est celtique. L'esprit de l'Alsacien est gaulois. Il est vif. Sa pensée est claire. L'Alsace et la Lorraine se rappellent qu'elles ont été des départements français. Elles redeviendront des départements français.

Jules PFENDER,

président du Comité directeur de l'Union des Eglises réformées évangéliques de France.

### CE QUE DIT M. ISRAËL LÉVI

La France s'est attachée l'Alsace et la Lorraine, non par la violence, mais par l'affection. Aujourd'hui, où elle salue avec tant de joie le retour des deux provinces qui lui avaient été arrachées, elle voudra leur témoigner plus d'amour encore. Elle devra faire preuve envers elles d'une véritable tendresse, et craindre par-dessus tout de heurter leurs sentiments. Elles ont des traditions respectables qu'il ne serait pas sage de dénigrer. Au point de vue religieux, on ne saurait oublier que le culte est encore régi par le régime en vigueur avant 1870, et que nos ennemis ont cherché à se concilier la sympathie de ces populations pieuses par le relèvement du traitement des ministres de la religion, et des libéralités de toute sorte en faveur des églises, temples et synagogues. Appliquer aujourd'hui en Alsace le régime de la séparation des Eglises et de l'Etat, ce serait risquer de faire naître des regrets, et la France ne le voudra certainement pas.

Il ne m'appartient pas de suggérer des mesures qu'il conviendrait d'adopter, mais j'estime qu'en ces matières une prudence affectueuse s'impose, et qu'il faut tenir compte à la fois et du sort des ministres du culte et du sentiment des fidèles sur qui retomberait la charge abdiquée par l'Etat.

En un mot, quelles que soient les preuves de fidélité données à la France par nos deux belles provinces de l'Est, avec une fermeté d'âme qu'on n'admira jamais assez, nous devons avoir à cœur de les reconquérir moralement, comme on fait pour des enfants dont on a été longtemps séparé. Sans avoir reçu mandat de mes coreligionnaires, qui sont pour la plupart originaires de l'Alsace ou de la Lorraine, je crois pouvoir affirmer qu'ils applaudiront à toutes les dispositions destinées à rendre plus étroite l'union de nos frères retrouvés à la mère patrie. Toutes les marques de déférence et de bienveillance que nous pourrions leur prodigier n'épuiseraient jamais la reconnaissance due à la fidélité de leur attachement.

Israël LÉVI,

grand rabbin adjoint du Consistoire central des israélites de France.

## L'ALLEMAGNE VOUDRAIT GARDER SES LOCOMOTIVES ET WAGONS POUR ESSAYER DE REMPORTER LA VICTOIRE ÉCONOMIQUE

Afin d'arriver à ce but, ses représentants cherchent à éluder par tous les prétextes l'exécution stricte des clauses de l'armistice.

Le docteur Solf, secrétaire aux Affaires étrangères d'Allemagne, a adressé aux gouvernements de l'Entente une note en vue d'obtenir des adoucissements aux conditions de l'armistice, sous le prétexte que certaines d'entre elles étaient trop dures et menaçaient le futur régime économique de la Germanie.

Il réclame entre autres la suppression de la clause exigeant la livraison aux Alliés de 5.000 locomotives et de 150.000 wagons, affirmant que la situation actuelle des moyens de transport en Allemagne est telle qu'une fois la remise de ce matériel effectuée le ravitaillement des villes en vivres et en charbon deviendrait impossible, et qu'il se produirait une crise des transports qui amènerait la famine dans le pays.

Il est vrai que l'Allemagne subit, depuis près de deux ans, une véritable crise des transports. Mais le docteur Solf oublie de dire que cette crise est la conséquence des exigences de l'état-major du kaiser. Son matériel de traction a souffert ; il est en partie usé, mais cette usure a été causée par les voyages incessants exigés par le grand quartier général allemand.

Dès la fin de 1917, l'état-major impérial avait réservé le service des marchandises presque exclusivement au transport des troupes, du matériel de guerre et des denrées alimentaires, tout en diminuant le nombre des convois affectés au ravitaillement. Le service des voyageurs lui-même avait été considérablement réduit.

Du fait de cette réquisition, d'autres crises s'étaient ajoutées à la crise des transports. Citons celle du charbon, qui eut pour résultat de fermer beaucoup d'usines à chômer, les stocks de charbon n'étant plus conviés ; citons celle du fer, beaucoup d'usines métallurgiques ayant dû garder leur production, devenue impossible à livrer.

Maintenant que l'armistice est signé, l'Allemagne va récupérer pour sa vie économique toutes les locomotives et tous les wagons mis à la disposition des autorités militaires. Il est évident que tout ce matériel n'est pas en bon état. Par suite du service incessant fourni, par suite du manque de graissage dû à la pénurie des matières grasses, le pourcentage des locomotives et des wagons en réparation ou hors d'usage était passé de 13 0/0 en 1914 à 30 0/0 en 1918 et même à 36 0/0 pour les locomotives récemment construites.

Mais l'Allemagne possédait avant la guerre 700.000 wagons. Elle en a pris à la Belgique et à la France environ 140.000. Elle va donc pouvoir disposer encore de 440.000 voitures, bien que privée des 250.000 wagons inutilisables pour le moment, et des 150.000 qu'elle s'est engagée à remettre aux Alliés, ce qui ne constituera d'ailleurs qu'une simple restitution.

Les locomotives en service en Allemagne avant la guerre étaient au nombre de 30.000 environ. 10.000 de celles-ci sont en réparation. Il reste à nos ennemis 20.000 machines, sur lesquelles 5.000, c'est-à-dire le quart seulement, doivent être données à l'Entente.

Or, ces 440.000 wagons et ces 15.000 machines dont « la République allemande » conserve le libre usage vont servir uniquement à la reprise de sa vie économique.

En vérité, ce que craint l'Allemagne, ce n'est pas de mourir de faim s'il nous livre du matériel de chemin de fer ; il a vu lui-même qu'en le privant de machines et de wagons l'Entente met l'Allemagne dans l'impossibilité de retrouver avant deux ans sa grandeur industrielle.

Le docteur Solf ne paraît pas vouloir se rendre compte que l'Allemagne, ayant subi la défaite par les armes, ne peut espérer remporter aussitôt la victoire sur le terrain économique. Sous le prétexte de ravitailler le peuple allemand, il voudrait conserver ses convois sur rails, dans le but de pouvoir écarter sans retard les marchandises que les Allemands s'approprient à partir de leurs usines, et qu'ils fabriquent avec les outils et les machines enlevés de France et de Belgique. Il voudrait reprendre la première place sur le marché mondial grâce aux avantages qu'il fournit à l'Allemagne ses machines. Il oublie que son pays doit supporter les conséquences de la guerre, au même titre au moins que les autres puissances.

### UNE NOUVELLE PROTESTATION

Par l'intermédiaire du général de Winterfeldt et de M. Erzberger, l'Allemagne publie une nouvelle protestation contre les clauses de l'armistice. Elle se plaint d'avoir à retirer « en bon ordre, à marches forcées, dans une saison défavorable, par des routes souvent mauvaises et montagneuses, à travers des milliers de kilomètres, une armée moderne » de plus de trois millions d'hommes avec un matériel technique très compliqué.

Elle juge que les conditions de l'armistice sont sans exemple dans l'Histoire, et redoute que son exécution sans ménagement ne « menace le peuple allemand, avec ses femmes et ses enfants, de l'anarchie et de la famine ».

Elle déclare, pour conclure, qu'elle « fera encore, désormais, tout ce qui est humainement possible pour exécuter les conditions » qui lui ont été imposées, mais « déclara solennellement, à la face du monde, la responsabilité de toutes les conséquences ultérieures qui, finalement, auront leur répercussion sur l'Europe entière ».

### A défaut d'eau de VITTEL GRANDE SOURCE

prenez les  
"Sels de VITTEL"

42, rue de Paradis - PARIS X<sup>e</sup>

et toutes bonnes pharmacies

La boîte de 12 Tubes... Sels effervescents... 3 frs.  
Pour 12 bouteilles d'eau... Sels non effervescents... 2 frs. 7

Franc par poste recommandé 0 fr. 50 en sus.



LES CONTES D'EXCELSIOR  
LETTRES D'UN JEUNE AMÉRICAIN  
PAR  
ABEL HERMANT

IX

Paris, 18 novembre 1918.

Chère Bessie. Au milieu de la joie universelle, j'ai pensé avoir un réel chagrin. Croiriez-vous que j'ai failli être fâché contre le jour. Heureusement, je vous annonce tout de suite (commençant par la fin) : c'est terminé ; et jamais nous ne fumes si bons amis.

Je vous dirai l'histoire. Le 11 novembre, comme vous savez, les Boches acceptèrent les terribles conditions de l'armistice ; à cinq heures du matin, je fus averti des neuf heures à la Red Cross, et j'aurais bien voulu communiquer aussitôt cette grande nouvelle à Bernard. Vous pensez, je suppose : c'est facile, puisque sans doute ils ont le téléphone. Ce serait facile à New-York, chère Bessie, ou dans toute autre ville des États-Unis d'Amérique, ou en Suisse, ou dans la République de San-Marin ; c'est impossible à Paris, ma chère. L'empereur Napoléon a dit que " impossible " n'est pas un mot français ; mais le téléphone n'était pas inventé de son temps.

J'ai demandé à un ami des miens, Parisien natif, pourquoi on n'obtient jamais la communication. Il m'a répondu :

— Le lendemain d'un bombardement, les journalistes se sont avisés d'écrire que les demoiselles du téléphone étaient " héroïques " parce qu'elles n'avaient pas fui. Le camp (c'est une bizarre expression française pour " descendre à la cave "). Depuis ce jour, elles croient qu'il n'est plus de leur dignité de faire leur besogne et que l'héroïsme leur donne tous les droits, jusques et y compris celui de manquer à tous leurs devoirs.

Ne trouvez-vous pas cette conception éthique très singulière, Bessie ? Elle n'est pas américaine, et si elle est française, je regrette. Mais je vous parle trop longuement du téléphone. Je vous dirai seulement que j'appelle quarante-sept fois le Bernard, et reçois de la surveillance, à onze heures moins cinq, cette réponse évasive :

— Vous ne pensez donc qu'à ça ?

Le temps était venu de quitter l'office. Juste au moment que je sortais, j'entendis le canon et les cloches, et instantanément des drapeaux parurent à toutes les fenêtres, comme si les maisons s'étaient pavisées toutes seules. J'essayai de courir, mais les jeunes ouvrières, qui sortaient aussi de l'atelier, faisaient des rondes autour de moi, et je dois même vous l'avouer, chère femme, plusieurs m'embrassèrent.

Lorsque j'arrivai chez les Bernard, je n'osai leur dire : " L'armistice est conclu " car la joie était peinte sur leurs visages, et je ne pus douter en conséquence qu'ils ne fussent aussi bien informés que moi. C'est d'ailleurs presque toujours ainsi, et quand je leur apporte un tuyau ou un bobard, mon cher petit Georges me dit, en éclatant de rire à mon nez :

— Bon ! Vous revenez encore de Pontoise (ou du Congo).

Toutes ces locutions françaises sont intraduisibles. Je fus néanmoins très piqué de n'avoir pu leur annoncer avant tous une si grande nouvelle ; mais je fus aussitôt consolé parce qu'ils m'embrassèrent très cordialement. Je lunchai avec eux, par exception, car c'est le dîner que je prends avec eux régulièrement.

Peu de minutes après mon arrivée, pendant le repas, le concierge monta le courrier, et le bon M. Bernard s'étonna gaiement : 1° parce que le concierge ne se dérange pas d'ordinaire pour monter les lettres ; 2° parce qu'il n'était pas encore une heure de l'après-midi et c'était déjà le courrier de huit heures du matin. (Les postiers sont aussi pleins de fantaisie que les demoiselles du téléphone.)

Après m'avoir demandé la permission poliment, M. Bernard décacheta une enveloppe et s'écria :

— Les Barbet-Dupont nous invitent à dîner dimanche pour fêter la victoire.

Croiriez-vous, chère Bessie, je fus extrêmement piqué parce que ces Barbet-Dupont ne m'invitaient pas. C'est stupide, car ils ne savent pas que j'existe. Aussi, je ne voulus pas paraître de mauvais humeur, et je dis :

— Ça ne fait rien. Je dînerai seul avec les enfants.

Mais, dit M. Bernard, un peu embarrassé, les Barbet-Dupont invitent aussi Georges et Paul.

Les deux petits furent si contents que je fus encore plus piqué. Cependant, Mme Bernard semblait désolée et disait :

— On vous fera tout de même à dîner ici. Vous nous attendrez, et nous rentrerons le plus tôt possible.

La discrétion m'ordonnait de refuser ; mais je dois tout vous dire, je refusai par colère. Je vis bien que les Bernard s'en aperçurent, et qu'ils étaient aussi très tristes. Je déclarai qu'un si beau jour je ne voulais pas dîner seul, mais en grande et joyeuse compagnie.

Cependant, chère Bessie, hier dimanche je refusai toutes les offres de mes camarades, et j'allai tout seul dans un restaurant. J'avais seulement choisi un endroit qui passe pour très bruyant, non pas afin de m'amuser, mais afin de m'étourdir ; je ne pouvais pas prévoir que je réussisrais si bien.

Autour de moi, la foule était si considérable, et poussait de tels cris en agitant des drapeaux de toutes les couleurs (plus spécialement américaines), et chantait de telles chansons patriotiques, et dansait de telles danses que je ne pouvais pas m'empêcher de crier, de chanter et de danser comme le plus grand nombre. Pour danser, je quittai la table et je montai à l'étage supérieur ; mais, plus souvent, je restais à la même place et je sautais malgré moi sur la banquette, en frappant mon assiette et mon verre avec mon couteau.

Alors, chère Bessie, il m'arriva une extraordinaire aventure. Mes voisins m'adressèrent la parole et me dirent que ce spectacle de ma joie leur faisait plaisir à voir. Ils proposaient donc de m'emmener dans un petit théâtre, où ils avaient une place pour moi. J'acceptai sans cérémonie, et juste dans le box voisin je vis les Bernard avec les Barbet-Dupont ! Je présentai les uns aux autres toutes ces personnes, après avoir dit tout bas à celles dont je ne savais pas encore le nom :

— Comment vous appelez-vous ?

De sorte que maintenant, chère Bessie, je suis réconcilié avec les Bernard, et j'ai en plus tant d'amis que je ne peux même plus les compter.

ABEL HERMANT.

Notre rappelons à nos abonnés que toute demande de changement d'adresse doit être accompagnée de la dernière bande d'abonnement et de 50 centimes pour tous frais. Il ne pourra être fait droit qu'aux demandes présentées dans les conditions ci-dessus.

5 HEURES DU MATIN  
**DERNIÈRE HEURE**  
5 HEURES DU MATIN

**LA RESPONSABILITÉ DE LA GUERRE INCOMBE A L'ALLEMAGNE**

**Le chef du gouvernement bavarois Kurt Eisner le déclare formellement ; il demande au gouvernement de Berlin de publier les documents découverts dans les archives.**

Zurich, 23 novembre. — On mande de Munich :

Hier soir, le premier ministre Kurt Eisner s'est laissé interviewer par des journalistes suisses enthousiastes arrivés ici. Il a déclaré qu'il avait trouvé dans les archives du ministère des Affaires étrangères des documents très importants sur les origines de la guerre et qu'il avait télégraphié à Berlin pour demander la publication immédiate de tous les documents se référant au même sujet qui se trouvent au ministère des Affaires étrangères de l'Empire.

Eisner ajouta que, généralement, les origines de la guerre sont expliquées de différentes manières : les bolcheviks en rejettent la responsabilité sur le capitalisme bourgeois des États de l'Entente et des empires centraux. Il y a aussi ceux qui la font reposer sur les gouvernements et les groupements.

Enfin, il y a des personnes qui font retomber cette responsabilité exclusivement sur l'Allemagne : « Je suis parmi ces derniers et avec moi la majorité du peuple allemand », déclara-t-il.

D'ailleurs, l'Allemagne voulait la guerre ; tout le monde le savait depuis 1912, lorsqu'il fut interdit aux journaux de parler d'une concentration quelconque de troupes. La responsabilité des gouvernements allemands est indiscutable.

Parlant ensuite de la prochaine conférence de la paix, Eisner déclara :

« Les États de l'Allemagne du Sud demanderont à être représentés directement à la conférence. Dans tous les cas, ils ne permettront pas que Berlin puisse parler en leur nom. (Petit Parisien.) »

**ENCORE UNE NOTE ALLEMANDE**

Zurich, 23 novembre. — La commission allemande de l'armistice a exposé, dans une longue discussion, aux représentants de l'Entente qu'en vue de maintenir la situation économique dans les régions du Luxembourg, de la Lorraine et de la Sarre une prolongation du délai d'évacuation de quinze jours lui paraissait nécessaire.

La note suivante a été adressée aux gouvernements alliés par le secrétaire d'État :

D'après la note additionnelle à la convention d'armistice, la Belgique, la France, le Luxembourg et l'Alsace-Lorraine doivent être évacués dans un délai de quinze jours, en trois étapes, ces trois étapes sont marquées sur la carte.

La troisième étape sur la carte atteint déjà le territoire au nord de la Sarre, entre Metz et Sarrebruck, et sur le territoire rhénan. Il ne semble pas impossible que cet empiètement ait lieu en vue d'une tentative de rattacher ces territoires à l'Alsace-Lorraine ou au Luxembourg.

La protestation des membres de la commission allemande n'a pas été prise en considération. Le gouvernement allemand dépose la protestation la plus solennelle contre toute tentative en vue de nous arracher ces territoires.

**STRASBOURG SE PRÉPARE A RECEVOIR NOS TROUPES**

C'est aujourd'hui, ou demain au plus tard, que le maréchal Foch fera son entrée solennelle à Strasbourg, à la tête des troupes françaises.

On annonce d'autre part que le roi des Belges a manifesté le désir d'assister à l'entrée solennelle à Strasbourg.

**La visite présidentielle**  
aura lieu le 8 décembre

Au cours d'une conférence entre le président de la République, M. Clemenceau et le maréchal Foch, qui a eu lieu à l'Élysée, il a été décidé que l'entrée des troupes publiées à Strasbourg aura lieu le 8 décembre. Le président de la République, le président du Conseil, les membres du gouvernement et des délégations des deux Chambres participeront à cette cérémonie.

**Les préparatifs des Strasbourgeois**  
STRASBOURG, 23 novembre. — Les Strasbourgeois se préparent à recevoir nos troupes dans une ville superbement pavisée, et manifestent déjà leur enthousiasme.

**Nous occupons Sarrebruck**  
Froeschwiller et Reichshoffen

Communiqué français, 23 novembre (23 heures). — L'occupation complète des territoires libérés de Lorraine et d'Alsace est en voie d'achèvement.

Au cours de la journée, nos troupes se sont installées dans un certain nombre de villes et villages de la vallée de la Sarre, en particulier à Dillingen, Sarrebruck et Sarrelouis, où le général commandant la 10<sup>e</sup> armée est entré à la tête de ses troupes.

En Alsace, les régiments français, atteignant par leurs avant-gardes l'ancienne frontière, ont pris possession de Woerth, Froeschwiller, Reichshoffen, ainsi que de Sultz et de Bischwiller.

**Les Britanniques ont pris**  
plus de six cents canons

Communiqué britannique, 23 novembre (22 heures). — Notre marche vers la frontière allemande continue d'une manière satisfaisante. Les éléments avancés de la 4<sup>e</sup> armée ont

traversé l'Ourthe au sud de Bomal et progressent à l'est de la rivière.

Le nombre des canons abandonnés par l'ennemi en retraite et maintenant entre nos mains dépasse 600.

Des avions et une grande quantité de matériel de chemin de fer sont aussi en notre possession.

**Les Américains arrivent**  
à la frontière allemande

Communiqué américain, 23 novembre (21 heures). — La 3<sup>e</sup> armée, poursuivant son avance à travers le Luxembourg, a atteint la frontière allemande de Wallendorf à Schengen.

**Les troupes belges continuent**  
leur avance

Communiqué belge, 22 novembre. — Aujourd'hui 22 novembre, nos éléments avancés se sont portés vers la ligne Lommel, Bourg, Léopole, Diest.

**Un congrès antiallemand**

Les intellectuels alliés se réuniront demain en congrès, à l'Institut, où l'Académie française a mis sa salle à leur disposition pour les séances qu'ils doivent tenir mardi, mercredi et jeudi.

Le but de ce congrès ? Créer de nouvelles associations académiques internationales, entre Alliés, avec le concours éventuel des neutres ; établir entre ces associations une collaboration intime dans la recherche scientifique.

Bref, on ne veut plus d'Allemands dans les futures associations d'Académies, parce que « les crimes sans nom de l'Allemagne et de ses complices, approuvés par les intellectuels d'outre-Rhin, ont rendu impossible la mutuelle estime des savants des pays belligérants ».

**NOUVELLES BRÈVES**

— Le capitaine aviateur Pinsand, titulaire de vingt-sept victoires, officier de la Légion d'honneur, est mort de la grippe dans un hôpital de Bar-le-Duc.

**B L O C - N O T E S**

ELU, à quelques jours d'intervalle, membre de l'Académie française et membre de l'Académie des Sciences, le maréchal Foch va se trouver désormais chargé d'un supplément de travail qu'il y a peu de temps encore il n'avait point prévu. Car un mandat académique n'est point, comme on pourrait le croire, une sinécure : il y a les séances, et, en dehors des séances, il y a les démarches et visites officielles, les travaux de correspondance et de lecture qui ont pour objet les prix à distribuer, les legs à recevoir, les secours à donner, les « communications » à présenter ; il y a le discours à faire, le banquet à présider, la préface qu'un ami vous demande pour son livre ; que sais-je encore ?

Heureusement, le maréchal, étant au sommet de la hiérarchie militaire, pourra vaquer librement à l'accomplissement de ses devoirs académiques ; et il ne pourra lui arriver ce qui arriva, il y a une quarantaine d'années, à un de nos officiers les plus savants — mais qui n'avait alors que cinq galons sur sa manche : le lieutenant-colonel Laussedat, que venait d'appeler à elle l'Académie des Sciences.

Attaché au Service géographique de l'armée, le nouvel élu avait pour chef de bureau un vieux colonel, intraitable sur la question de discipline et de règlement. La première fois qu'il dut aller siéger à l'Institut, l'officier académicien alla demander à son chef la permission de s'absenter pendant une ou deux

heures... Le vieux chef de bureau se fâcha : — L'Académie des Sciences... L'Académie des Sciences... c'est très joli tout ça ! Mais si tout le monde FAISAIT COMME VOUS, qui est-ce qui assurerait le service ?

C'est du colonel Laussedat lui-même que je tiens l'anecdote.

SONIA.

**Joffre et Wilson**

Pourquoi a-t-on ajourné au 19 décembre la réception du maréchal Joffre qui devait avoir lieu le 12 décembre ?

Parce que le président Wilson, récemment élu membre de l'Académie des Sciences morales et politiques, n'arrivera à Paris que le 12 décembre, et qu'il tient à assister à la réception du vainqueur de la Marne, qui fut accueilli à Washington et dans tous les États-Unis avec l'enthousiasme que l'on sait.

M. Wilson prendra séance à l'Institut le même jour que le maréchal, en assistant, à côté de M. Raymond Poincaré, dans l'hémicycle réservé aux académiciens, à la réception de Joffre sous la Coupole.

**La chaire Foch**

Elle ne tardera pas à être fondée dans la célèbre Université d'Oxford. Dedicée à l'illustre maréchal qui a sauvé la France, elle sera justement consacrée à l'étude de notre littérature.

C'est grâce à la générosité de M. Basil Zaharof, le philanthrope bien connu, qui a offert pour sa fondation la coquette somme

**COUP D'ÉTAT MILITAIRE EN SIBÉRIE**

**Le gouvernement d'Omsk, à la suite de l'intervention d'un groupe d'officiers, a nommé dictateur l'amiral Koltchak.**

LONDRES, 23 novembre. — La ville sibérienne d'Omsk, siège du gouvernement auquel appartiennent notamment M. Vologodsky et le leader social-révolutionnaire Arkhsentier, a été le théâtre d'un coup d'État assez semblable à celui qui se produisit à Arkhangel peu après le débarquement des Alliés.

KHABINE, 19 novembre (Retardée en transmission). — On annonce officiellement qu'étant donnée la situation critique en Russie le gouvernement d'Omsk a décidé de conférer pleins pouvoirs à l'amiral Koltchak, en qualité de gouverneur temporaire. Une déclaration à cet effet a été signée par le premier ministre Vologodsky, et les onze autres ministres.

Le Club des officiers d'Omsk, ayant à sa tête l'homme des Cosaques Krassinkof, s'était fait remarquer depuis quelque temps par l'ardeur de ses sentiments antirévolutionnaires. L'amiral Koltchak, qui était encore récemment à Vladivostok, ne paraît pas avoir pris l'initiative de ce petit coup d'État. Il semble être intervenu plutôt en médiateur.

**Le roi George V à Paris**

C'est jeudi prochain que le roi d'Angleterre arrivera à Paris ; le prince de Galles et le prince Albert l'accompagneront.

L'heure de l'arrivée est prévue, croyons-nous, pour 2 h. 30 à la gare du Bois-de-Boulogne.

Dans l'après-midi, George V fera une visite au président de la République.

**M. Clemenceau invité**  
par M. Lloyd George

M. Clemenceau, président du Conseil, ministre de la Guerre, a été invité à Londres par M. Lloyd George.

La date du voyage n'est pas encore fixée.

**PREMIÈRE REPRÉSENTATION**

SAISON D'AMOUR, comédie en trois actes de M. Edmond Sée. — Vedette, comédie en un acte de M. Albert Acremant.

C'est un tout petit théâtre, et c'est peut-être une petite pièce ; mais c'est une pièce, et, à l'heure où tant de grands théâtres jouent des pièces qui n'en sont pas, nous devons à M. Edmond Sée des grâces particulières. Il semble avoir une notion parfaitement juste de ce qu'un auteur doit au public ; il n'en est pas l'humble esclave et lui fait même, par tour d'adresse, avaler des choses assez dures ; il ne méprise pas les spectateurs et ne croit pas qu'on leur doive servir d'importune quoi : « Ce sera toujours assez bon pour eux ». Au fait, je ne sais pas si c'est pour sa satisfaction personnelle ou pour la nôtre qu'il s'habille ; l'essentiel est qu'il s'habille. Son œuvre est curieusement, amoureuxment soignée jusqu'à dans les moindres détails. Elle est « laborieuse » au joli sens du vieux français, quand on disait : « Une laborieuse Énéide ». Je ne compare pas M. Edmond Sée à Virgile.

L'anecdote est peu de chose et semblerait par elle-même assez indifférente. Il devrait peu nous soucier que le jeune Farizet n'ait pas de quoi payer sa note d'hôtel et qu'après avoir eu peu, puis trop de scrupule à taper le riche M. Glorion, il en ait moins, puis davantage, puis n'en ait plus du tout, à taper Mme Glorion ; qu'il soit étourdi et tendre comme des Grioux, et que sa jalousie pour M. Glorion, son amie, ait tantôt des révoltes et tantôt des complaisances. Mais il y a, dans ce rien, tant de vérité humaine, de profondeur parfois, de sensibilité toujours, qu'on est pris.

Cette charmante comédie est jouée à ravir. MM. Raimu, Etchepare, Clermont, Mlle Parisys ont tout l'esprit qu'il faut pour interpréter des rôles subtils et nets. Jeanne Granier... est Jeanne Granier.

Un acte aimable de M. Albert Acremant, Vedette, précédait Saison d'amour. Nous y avons applaudi Miles Thérèse Dorny et Suzanne Linker, M. Robert Clermont.

ABEL HERMANT.

**LE MONDE**

**LES COURS**

— S. A. R. la princesse Mary, fille des souverains anglais, est arrivée hier à Rouen, venant d'Abbeville, et a visité les hôpitaux et tous les services où des femmes anglaises sont employées pour les besoins de la guerre. La princesse Mary se rend à Trouville.

**INFORMATIONS**

— L'état du général Mangin est moins grave qu'on ne l'avait dit tout d'abord. Le général a une fracture de la cheville et une fracture de l'omoplate. On espère que sa convalescence ne sera que l'affaire de quelques jours.

— La baronne Henri de Rothschild est de passage à Paris, venant de Metz, où elle a assisté à l'entrée glorieuse de nos troupes en Lorraine, et repart ce matin pour Strasbourg.

— Le prince de Faucigny-Lucinge et son fils Bertrand, qui ont fait partie de tous les convois de la S.S.B.M. à Verdun, dans l'Aisne, et furent attachés aux formations sanitaires françaises en Italie, viennent d'être tous deux cités à l'ordre de l'armée, en termes très élogieux.

**MARIAGES**

— Le mariage du comte de La Fressange, lieutenant au 12<sup>e</sup> dragons, détaché à l'aviation, décoré de la croix de guerre, avec Mlle Simone Lazard, sera célébré, dans la courant de décembre, dans la plus stricte intimité.

— Prochainement sera béni le mariage de Mlle d'Hespe, fille du comte Eugène d'Hespe, et de la comtesse, née d'Halley d'Hocquincourt, avec le comte Jacques de Maussion-Tertu, maréchal des logis au 24<sup>e</sup> d'artillerie, décoré de la croix de guerre, fils du lieutenant-colonel de Maussion, officier de la Légion d'honneur, décoré de la croix de guerre, et de la comtesse, née de Tertu.

**DEUILS**

Nous apprenons la mort :

De Mme Gouvard, mère du général Gouvard, commandant la 4<sup>e</sup> armée ;

De M. Gustave Bouchardat, ancien président de l'Académie de médecine, professeur honoraire de l'Ecole de pharmacie, officier de la Légion d'honneur, décédé en son domicile, 108, boulevard Saint-Germain ;

De comte François d'Arcy, maréchal des logis à la S.S. n° XI, mort pour la France, le 14 octobre ;

De Mlle Hellmann Carolus Duran, décédée à vingt-trois ans ;

De Mme Finlay, née de La Valette-Montbrun, qui a succombé âgée de vingt-sept ans. Elle était la sœur de la regrettée infirmière morte au champ d'honneur.

Prière d'adresser les avis de Naissances, Mariages, Décès, etc., à l'Office des Publications, 24, boulevard Poissonnière. Téléphone Central 35-11. Bureaux : 9 à 6 heures ; dimanches et fêtes, 11 à 13 heures, 5 à 6 heures. Prix spéciaux consentis à nos abonnés.

**APRÈS LA VICTOIRE A LA CONQUÊTE DU BONHEUR**

Habons-nous d'oublier nos angoisses, nos tristesses passées, séchons nos larmes, et n'ayons plus que des visages rayonnants d'espoir. Afin de reconquérir ou de consolider l'édifice fragile du Bonheur, peut-être ébranlé par différentes causes, redoublons d'efforts, charmantes, irrésistiblement séduisantes. Efforçons-nous surtout d'effacer les traces des épreuves si vaillamment supportées, mais qui ont creusé nos traits, ridé notre visage. De régulières applications de la merveilleuse Crème Simon, régénératrice par excellence des tissus, ne tarderont pas à rendre au teint sa délicieuse fraîcheur, une exquise pureté, une finesse satinée. Malheureusement, beaucoup de femmes ne savent pas l'employer, elles en mettent d'épaisses couches d'un effet désastreux. Cet excellent produit, très concentré, très épais, demande à être dilué, soit en le posant légèrement sur la peau encore humide des ablutions, soit en mélangeant la valeur d'un petit pois dans quelques gouttes d'eau avant d'appliquer ; on obtient ainsi un lait de beauté incomparable, qui se répartit également, n'empâtant pas les pores et donnant une transparence lactée à l'épiderme. Un pot de Crème Simon doit faire un très long usage. Cette économie est appréciable, à un moment où les matières premières manquent, et où la fabrication s'en trouve forcément limitée actuellement.

FRANCLIAN.



Les qualités hygiéniques de la Poudre de Riz Malacéine, son extrême finesse, son adhérence, en font un produit sain et agréable.

**EN VENTE PARTOUT**

LES ACCÈS D'ASTHME DIMINUENT DE FREQUENCE ET D'INTENSITE EN EMPLOYANT LA POUDRE LOUIS LEGRAS, 2 fr. 20. Pharmacies.

**LES PLUS JOLIES FOURRURES**

Les plus durables, les moins chères, se trouvent à La Manufacture de Fourrures, 127, Bd Sébastopol, Paris. Catal. éco. Ouv. dim.

BRETELLE "LA CHAUVINETTE" à Petites amovibles la seule conservant toujours sa forme et sa douceur d'usage. Travaux de dentifrice, les 8 Petites de résine et le 78. Envoi franco contre mandat de 10 fr. CHAUVINETTE - S. rue Michel - CHATELAIN PARIS

**SAVON DENTIFRICE VIGIER**  
Le Mollifiant Antiseptique. 31, Pharmacie, 12, B. Bonne-Nouvelle, Paris.

**La Bretelle "Gallia"**  
A DOS AUTO-AJUSTEUR

est en vente dans toutes les bonnes maisons  
VENTE EN GROS, 48, RUE DE BONDY

SAINA 6, Rue du Havre ACHETE PLUS CHER QUE TOUS  
PERLES BIJOUX DIAMANTS ARGENTERIE ARGENT DE SUITE



